

Co-secrétaires de section : Régis LAGRIFOUL et Christian TERRANCE
(Les coordonnées du bureau de section sont en page 4)

Bienvenue en Haute-Garonne et bonne installation

Bienvenue à toutes et tous dans la région Occitanie, terre d'accueil, de solidarité et de "bien vivre" mais aussi terre de luttes et de résistance face aux multiples injustices à combattre, à la DGFIP comme ailleurs !

Bienvenue en Haute-Garonne, un département qui reprend son expansion économique et démographique sans pour autant être épargné par les maux de notre société (chômage, précarité, bas salaires, conditions de vie...). Nous disons « reprend » parce que les effets de la crise du Covid sur l'aéronautique, « poumon économique » du département ont marqué la période, sans parler de la situation générale...

Bienvenue au sein de la DRFiP de Haute-Garonne, victime comme les autres, de la politique du gouvernement et des administrations centrale et locale. Missions, emplois, structures et vie des agents y sont malmenés, comme partout, et parfois plus à cause de certaines de ses spécificités.

Ces constats sommaires nous rappellent que si la vie est plutôt douce chez nous, elle est aussi faite de combats pour un monde meilleur qu'il s'agisse de **notre quotidien d'agents de la DGFIP** ou, plus largement, de **sujets de société**. De la situation économique et sociale à nos questions de tous les jours, relevons quelques sujets majeurs à trois niveaux :

- au niveau DGFIP les **restructurations**, les **Emplois** et la **Gestion des Personnels**
- au niveau Fonction Publique **la question salariale et l'avenir du service public**
- au niveau interprofessionnel les **combats à mener sur « l'identité sociale » de notre pays**

Ce sont, parmi d'autres, des questions qui sont au cœur de nos vies professionnelles et privées et sur lesquelles *Solidaires Finances Publiques* multiplie son activité, aux niveaux local, régional et national. Le combat pour s'opposer à la contre-réforme des retraites est, bien entendu, entré dans ce cadre et nous y avons pris toute notre part, avec nos camarades d'une intersyndicale qui ne s'est jamais désunie dans cette période.

Ces combats reposent sur l'engagement de chacun-e mais aussi sur celui des militant-e-s de tous horizons. *Solidaires Finances Publiques 31* vous présente en 4ème page une partie de celles et ceux qui font vivre ce militantisme et qui sont issu-e-s, de tous les services des deux filières, gage de notre représentativité et de notre volonté de faire vivre la proximité et le lien avec la réalité.



Si *Solidaires Finances Publiques* est une force incontournable dans ce département, *Solidaires aux Finances*, notre fédération ministérielle l'est tout autant, présente dans toutes les directions et dans les organismes « transverses » que sont le CDAS et la SRIAS pour les Services Sociaux.

Vous pourrez aussi compter sur l'engagement des militant-e-s de *Solidaires Fonctions Publiques* et de l'*Union Syndicale Solidaires 31*, l'interprofessionnelle dont *Solidaires Finances Publiques* est membre fondateur et qui tient une place majeure dans le paysage syndical et social du département.

Vous pourrez, enfin, constater notre implication dans les actions avec d'autres réseaux dont **Attac**, **la Fondation Copernic** ou **l'Université Populaire de Toulouse** avec lesquels nous travaillons régulièrement au travers de débats et conférences à Toulouse et dans la région.

PROXIMITÉ



En Haute-Garonne Solidaires Finances Publiques

Solidaires Finances Publiques se fixe plusieurs objectifs : **informer, proposer, agir**. Nous tenons cet engagement au plus près des intérêts des agents. C'est entre autres le cas au sein des CSA (ex CTL) où, pour notre part, nous avons choisi de siéger quel que soit le niveau de désaccord avec la direction, notamment depuis un long conflit local sur le NRP en 2019. Parce que nous avons été élus (en progression lors des élections de 2022) pour représenter et défendre les personnels dans les instances. Parce que nous y faisons entendre nos revendications et la voix des agent-e-s. Parce que nous y recueillons de l'information et obtenons aussi quelques avancées. Et cela ne nous empêche en rien de maintenir un très haut niveau d'action, comme ce fût le cas lors du conflit sur la contre-réforme des retraites et sur tous les sujets touchant aux missions, aux emplois ou aux personnels.

Informer et agir sur tous les sujets qui font notre quotidien

Solidaires Finances Publiques 31 rend le plus régulièrement compte de toute l'actualité de la direction et de nos actions. Vous retrouverez toutes ces expressions sur notre site local et les dernières dans ce dossier d'accueil. Ici le compte-rendu d'une audience avec le DRFiP début juillet.



Évaluation des personnels en 2023 : plus que jamais ne rien laisser passer !

Chaque année nous vous demandons d'être particulièrement attentifs aux éléments portés dans les comptes rendus d'évaluation, qu'ils se soient tenus ou qu'ils aient été boycottés. En effet l'évaluation, et plus particulièrement depuis quelques années avec l'évolution des règles, joue un rôle primordial dans les modalités de sélection pour les promotions aux grades supérieurs (liste d'aptitude et tableau d'avancement). Mais c'est aussi vrai, à ce stade seulement pour les cadres A, sur les modalités de changements de postes avec une mise en pause des recrutements aux choix. Par ailleurs, vous rappellez les risques de voir le gouvernement remettre le dossier de la rémunération « au mérite » dans le paysage. Ce alors que nous avons jusqu'à présent, collectivement, à repousser cette mise en œuvre à la DGFIP alors que d'autres directions du ministère y sont déjà passées. Au-delà, ce que nous revendiquons est que notre administration souligne l'implication individuelle certes, mais dans la culture des agents-e qui maintiennent un service public de qualité dans les différents services et font face à des changes de travail accrus et des missions de plus en plus nombreuses, nouvelles et/ou en constante mutation. Pour l'ensemble des agents-e qui passent à la moulinette de l'évaluation, il y a des risques inhérents à l'exercice. Solidaires Finances Publiques 31 vous alerte à nouveau sur ces dangers, d'autant que cette année avec l'arrivée d'Elvire, l'administration va tenter de remettre à plat un certain nombre de choses, pas forcément à l'avantage des personnels. Toute mutation peut conduire à un refus pour une promotion, un refus pour candidater à un poste au choix, à une mutation suite... Nous insistons ci après sur les principales nouveautés qui nécessitent une attention particulière. A la lecture de votre CREP, vous pouvez avoir des interrogations, des doutes, des incompréhensions... Ne restez pas seuls-e et sollicitez les équipes de Solidaires Finances Publiques, tant nos correspondants-e localement que l'équipe du bureau et nos spécialistes en gestion : flaur.brunet@dfip.finances.gouv.fr, christophe.dubouché@dfip.finances.gouv.fr, jean-michel.berromondet@dfip.finances.gouv.fr, christian.terrande@dfip.finances.gouv.fr, regis.lagar@dfip.finances.gouv.fr



Cette année plus que jamais demandez aide et analyse ! Solidaires Finances Publiques sera à votre vous !

Nous attirons votre attention sur les nouveautés particulièrement importantes cette année :
• Pour toutes les catégories, cette année l'Administration insiste tout particulièrement sur la définalisation des étapes de Gestion dans le processus d'évaluation : « l'évaluation doit être réservée à une majorité d'agents-e » ce niveau doit être attribué de manière exceptionnelle... comme souligné dans la note de la DG ;



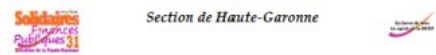
Compte-Rendu CSAL en Formation Spécialisée 3 juillet 2023

Les membres de la Formation Spécialisée, ex CHS-CT (direction, syndicats et acteurs de prévention) tenaient une instance dans les locaux de Muret, récemment rénovés en partie. Une occasion de visiter le CDIF et de relever des remarques qui seront abordées un peu plus tard. Solidaires Finances Publiques 31, dans sa séance A, en premier lieu, abordé la question d'actualité des situations d'éméute dans de nombreuses villes et la nécessité de sécuriser les personnels et les bâtiments publics. Ensuite nous avons abordé la situation générale de la DGFIP et ses conséquences sur les conditions de vie au travail et la santé des personnels en l'illustrant de trois exemples d'actualité, en matière d'accueil après le mouvement de mutation en plus local avec l'abandon GMSI et ses conséquences ainsi que la situation du SFP de Toulouse vu à la destruction. Sur ces deux sujets voir nos publications sur le site de Solidaires Finances Publiques 31 : <https://sectionsolidairesnfinancespubliques.info/SFP>

Émeutes urbaines et sécurité
La direction a rappelé que les consignes de mise en sécurité des matériels venaient de la centrale récemment : fermeture des portes et portillons à clés, portes de secours fermées, ramasser les poubelles, fermer les vitrages, vérifier la vidéo, etc. Il y a eu des dégradations en Haute-Garonne, pas aux Finances Publiques. Après échanges avec le préfète les consignes ont été envoyées à tous les services et des messages aux gendarmes de nuit, adjoints et gardiens. Une visite a été effectuée au Mirail le dimanche soir et il n'y avait rien à signaler. Solidaires Finances Publiques 31 a rappelé la situation de 2006 avec jet de cocktail molotov sur les voitures à Rangueil. Il y a encore des gardiens qui sont isolés il y a des agents. Il faut à nouveau indiquer qu'il ne faut pas laisser de véhicules sur les parkings. Et effectuer une vérification sur et autour, pas simplement envoyer un mail aux gardiens. Par ailleurs la question des vigiles est au centre des préoccupations alors que l'on connaît le basculement de GMSI et ses conséquences en matière d'accueil. Il nous est annoncé que les vigiles sont redéployés et qu'il n'y a aucun poste dans les CFP sans CDIF. C'est absurde parce que tous les CFP - Bureaux - croisent sous la charge d'accueil GMSI. Il faut maintenir les vigiles partout et renforcer les CDIF, mais pas de transfert de vigiles d'un site vers un autre. Et puis, au fond, c'est bien la question d'un accueil que l'administration détruit progressivement qui est posée. Nous n'avons cessé de critiquer l'évolution vers la réception « tout numérique et sur RDV enchaîné » à laquelle l'Administration aspire. Elle est source d'impunité d'une part et d'insécurité pour les personnels de l'autre. Aujourd'hui il est clair qu'il faut retrouver des plages d'ouverture au public plus importantes et se donner les moyens en emplois de les assurer. Enfin, arrêtez les opérations gâchées comme celle du DRFiP et quelques cadres de direction s'en allant recevoir quelques agents comme si c'était leur rôle ou leur compétence. La direction répond qu'elle laissera des vigiles partout où il y en a actuellement et que les accueils des CDIF ne se feront plus en box réservé. Surtout, elle continue à clamer que l'accueil sur rendez-vous serait LA solution...



L'accueil au CDIF de Muret et problèmes au SFP
Solidaires Finances Publiques 31 considère qu'il faudrait un projet alternatif parce que la volonté de modifier le box d'AP-RDV pose problème au regard du positionnement de la destination qui plus est dans un espace étroit. Il faut envisager le repositionnement des espaces en éclairant la libre service à mettre derrière et en posant des panneaux acoustiques. Il faut par ailleurs sécuriser les accès et assurer la meilleure confidentialité possible en raisonnant « mètres » pour l'accueil sur les bâtiments A et B. La direction indique qu'elle pourra étudier ces remarques.



Audience avec le DRFiP sur la section de SFP 31 accompagnée de questions d'actualité pour toutes et tous

À la suite de notre Assemblée Générale, le bureau de section de Solidaires Finances Publiques 31 a décidé d'écrire au DRFiP pour lui demander une audience sur son activité syndicale. En effet, plusieurs changements ont lieu dans notre fonctionnement, en particulier le départ en retraite en fin d'année de notre camarade Christian Terrande, aujourd'hui détaché à plein temps à titre syndical. Ce départ implique des « radiopassements » de temps syndical et un fonctionnement un peu différent à l'avenir. Nous souhaitons échanger sur ce sujet avec le DRFiP, en particulier pour qu'il fasse en sorte que les militantes et militants qui vont « monter en charge », et donc en absence, ne voient pas leurs droits contestés ou entravés. Le DRFiP nous a donc reçus le mardi 11 juillet et, évidemment, nous avons saisi l'occasion de cette rencontre pour l'interroger sur plusieurs sujets d'actualité. C'est l'objet de ce compte-rendu.

Tensions dans les services et relations humaines
Nous avons souhaité commencer par ce point parce que nombre de services sont en tension pour de multiples raisons, une situation de l'emploi qui est catastrophique, l'incertitude sur l'avenir des missions et des structures et l'actualité au travail comme par exemple le basculement GMSI. Dans ces conditions, toujours plus dégradées, l'encadrement a un rôle majeur pour ne pas transférer ses propres pressions sur les personnels et montrer de l'empathie et de « l'intelligence managériale ». Force est de constater que, dans la grande majorité des services, l'encadrement assume ce rôle et que c'est toute une équipe qui porte le poids de l'incompréhension administrative et gouvernementale. Ce constat général ne doit pas faire oublier que ce n'est pas le cas de certains services : quand l'autorité se traduit parfois en autoritarisme, quand les objectifs de la « gouvernance » inaltérables la plupart du temps ont un horizon obsessionnel, quand par nature ou circonstance se manifeste une incapacité à poser un regard sur « l'autre » fait de compréhension et de bienveillance. C'est ainsi que nous avons régulièrement à intervenir, malheureusement bien souvent sur les mêmes services, un nombre réduit certes, mais avec une récurrence qui devrait conduire la direction à réagir bien plus vite qu'elle ne le fait en général.

Le DRFiP nous reconnaît ce rôle de lanceur d'épave et dit en souriant pour tenter de vérifier le tir. Reconnaissances que c'est parfois vrai, mais avec quelle énergie et quel temps de latence ! Mais aussi souvent rien de suffisamment fort n'est fait pour dissuader définitivement les quelques récalcitrants-e qui se calment le temps de l'orage et retrouvent bien vite leur vraie nature. Pour passer un message de bienveillance le DRFiP regrette l'annulation de la convention de cadres qui était la meilleure opportunité de regard. Et il nous dit vouloir l'organiser au début de l'automne. Pour Solidaires Finances Publiques 31 ce doit être son message fort de la rentrée et une traduction dans des actes plus marqués à destination de la petite poignée de chefs de services qui ne comprennent

Gestion des personnels, action sociale et conditions de travail sont parmi nos priorités

Ci-contre des documents de la Formation Spécialisée (ex CHS-CT) et sur l'évaluation des personnels

comme au Niveau National vous informe régulièrement

COMBATIVITÉ



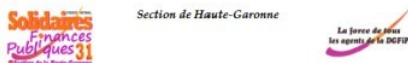
Le site national et son entrée pour le local

<https://solidairesfinancespubliques.org/>

sur lequel vous retrouverez toute l'actualité nationale mais également dans la rubrique « Actualité des sections », au lien suivant de nombreuses infos locales <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/>



S'exprimer dans les médias : pour défendre missions et agent·e·s, mais aussi pour alerter les citoyennes et citoyens.



Section de Haute-Garonne



Article dans la dépêche du midi : publié le 27/06/2022 par Gilles-F. Soullier : Impôts : la campagne de déclaration de patrimoine tourne au cauchemar

Le lancement de la campagne de déclaration des biens immobiliers par la direction générale des finances publiques a surpris les contribuables qui ne comprennent pas les raisons de redéclarer leur patrimoine déjà connu. Les Syndicats dénoncent le manque d'ergonomie de l'outil informatique et les nombreuses informations immobilières erronées, qui rajoutent à la confusion.

En théorie, le nouveau service baptisé "Gérer mes biens immobiliers" (GMBI) mis en place par la direction générale des finances publiques doit recenser, simplifier et clarifier la situation patrimoniale des particuliers au regard des impôts locaux, taxes foncières et taxe d'habitation. Il s'agit de s'adapter aux évolutions majeures intervenues sur la fiscalité directe locale avec notamment la suppression de la taxe d'habitation pour toutes les résidences principales et tous les contribuables. Comme la taxe d'habitation reste applicable aux résidences secondaires et aux appartements vacants, il était nécessaire d'identifier les locaux qui demeurent taxables, explique Régis Perrin, le directeur régional des finances publiques d'Occitanie. C'est pour cela que la loi de finances de 2020 a mis en place une nouvelle disposition déclarative à destination de l'ensemble des propriétaires, personnes physiques ou personnes morales. Ainsi, si vous louez votre bien de façon saisonnière, vous avez des dépendances, vous êtes propriétaire de l'habitation que vous occupez, vous louez votre bien à un membre de votre famille, ou par le biais d'une agence immobilière, vous êtes concernés.

Des services fiscaux débordés

Mais la campagne lancée, sans communication, par le gouvernement, ces dernières semaines, auprès des contribuables propriétaires, tourne à la confusion. Beaucoup ne comprennent pas pourquoi ils doivent de nouveau déclarer leurs biens et découvrent que l'administration fiscale retient parfois de surfaces ou des nombres de pièces habitables qui ne correspondent pas à la réalité. Résultat, les services fiscaux croulent sous les demandes d'explications avec des personnels sous tension. Nombre d'usagers, notamment les personnes âgées ou en situation d'illectronisme, soit 12 % de la population, n'arrivent pas à finaliser leur déclaration, explique Régis Lagrifoul, représentant syndical de Solidaires. Le manque d'ergonomie de l'outil informatique ou encore les nombreuses informations immobilières erronées reprises dans l'appliactif poussent les gens à se rendre aux guichets de l'administration des finances publiques. On est débordé, on a jamais vu ça... L'absence d'une déclaration papier et le choix assumé d'une procédure totalement dématérialisée provoquent une forte incompréhension, et parfois voire de l'agressivité de la part des contribuables s'inquiète-t-il. Le syndicat fourni des chiffres éloquentes. Dans le seul département de la Haute-

Être au plus près des agents n'empêche pas d'élargir les débats, bien au contraire. C'est ainsi que nous sommes régulièrement repris par la presse. Celle-ci relaie ainsi notre actualité auprès des populations, comme récemment pour le fiasco de GMBI, à Toulouse comme ailleurs.

Mais nous intervenons aussi plus largement, en particulier sur la fiscalité, avec notamment des passages sur France 3 ou encore dans La Dépêche du Midi, les deux gros médias locaux du département.



Du local au global... ou inversement Des sujets de société qui sont aussi des sujets pour la DGFIP



Solidaires Finances Publiques est membre fondateur d'ATTAC, de l'UFE (Union du Personnel des Finances en Europe), de Solidaires Finances au ministère et de l'Union Syndicale Solidaires au niveau interprofessionnel. Nous pensons en effet que « tout est dans tout » et qu'il faut donc être « multiples » pour être plus forts et plus efficaces. Localement, nous essayons de faire vivre cette multiplicité, notamment avec ATTAC avec qui nous participons à des débats sur la fraude fiscale comme par exemple au cinéma Utopia à Toulouse cette année.



Séance spéciale à Utopia Borderouge mardi 24 janvier à 20h Suivie d'un débat avec

Marcel Leroux, président du Comité local d'Attac Toulouse et Régis Lagrifoul, secrétaire du syndicat Solidaires Finances publiques 31

En partenariat avec Les Amis du Monde Diplomatique

LA (TRÈS) GRANDE ÉVAÏON

Yannick KERGOAT - documentaire France 2022 1h54mn - Écrit par Yannick Kergoat et Denis Robert

(ATTENTION ! Cette page est une archive !)

Le capitalisme n'est pas devenu fou, il est devenu incontrôlable.

Alors que même le FMI préconise de rétablir pour lutter contre les inégalités une progressivité plus grande de l'impôt sur les revenus les plus élevés,

il est frappant de voir que c'est l'inverse qui se met en place depuis des années. Les individus et les entreprises les plus riches ont de moins en moins de scrupules et de plus en plus de moyens à leur disposition pour échapper à l'impôt. Chacun alimente ainsi, sans aucun sentiment de culpabilité, la ruine progressive des mécanismes de redistribution.

Comme le remarque pudiquement l'OCDE, « il semblerait que ces politiques de redistribution se révèlent difficiles à mettre en œuvre politiquement, car les personnes et les structures les plus riches sont celles qui ont tendance à avoir le plus d'influence politique, à travers le lobbying, à avoir l'accès le plus large aux – pour ne pas dire le « contrôle des » – médias, et un plus grand engagement politique ». On ne saurait mieux dire.

Le citoyen lambda, armé de son pauvre bulletin de vote et de son déclinant pouvoir d'achat, se sent totalement impuissant à enrayer cela.

Il y aurait de quoi en pleurer.



Une équipe à votre service avec des priorités :

Information, Action, Défense, Proximité

La section de Haute-Garonne modifie régulièrement son organisation au gré des mutations, promotions et départs en retraite. Même si les « passages de témoin » prennent toujours un peu de temps, ils sont facilités par la route que nous souhaitons tracer selon plusieurs objectifs :

- assurer les transitions dans la continuité de notre action syndicale
- préparer l'avenir en se fondant sur notre force collective passée et présente
- renforcer la visibilité de l'équipe au service des agents sur les grands enjeux qui nous attendent

Ce bureau de section est à votre service sans oublier les 48 correspondants locaux (dont une partie du bureau) qui assurent la distribution de l'information syndicale et la collecte des cotisations.

Mille mercis à elles/eux d'incarner notre vision de la proximité.

CO-SECRETAIRES DE LA SECTION			
Régis LAGRIFOUL	Site des Carmes TTA-CAS	07 68 40 09 20	regis.lagrifoul@dgfip.finances.gouv.fr
Christian TERRANCLE	Permanent Rue des Lois	06 19 35 90 26	christian.terrancle@dgfip.finances.gouv.fr
SECRÉTAIRES ADJOINT-E-S DE LA SECTION			
Jean-Michel BERMOND	Équipe de Renfort	(tel voir annuaire Ulysse 31)	jean-michel.bermond@dgfip.finances.gouv.fr
Fleur BRUN	SIP Ranguueil	05 34 31 12 06	fleur.brun@dgfip.finances.gouv.fr
Christophe DETEE	Équipe de Renfort	(tel voir annuaire Ulysse 31)	christophe.detee@dgfip.finances.gouv.fr
Nathalie FOURTEAU	Place Occitane Paierie Régionale	05 61 26 59 16	nathalie.fourteau@dgfip.finances.gouv.fr
Yves PEYRAS	Équipe de Renfort (voir annuaire Ulysse 31)	06 20 29 60 68	yves.peyras@dgfip.finances.gouv.fr
SUIVI DE LA GESTION DES PERSONNELS			
Fleur BRUN	Christophe DETEE	Jean Michel BERMOND	Celine MAURY
Eric BRUNET (également suivi national des stagiaires de l'Enfip Toulouse)			
TRESORERIE DE SECTION			
Trésorière :	Fleur BRUN	SIP Ranguueil	05 34 31 12 06
			fleur.brun@dgfip.finances.gouv.fr
Trésorier Adjoint :	Yves PEYRAS	Équipe de Renfort (voir annuaire Ulysse 31)	06 20 29 60 68
			yves.peyras@dgfip.finances.gouv.fr
LES AUTRES MEMBRES DU BUREAU DE SECTION			
Benjamin AURELLE	SIP Saint Alban	05 82 08 88 94	Vanessa JOUBLE
			SPF Saint Gaudens
			05 61 94 66 21
Valérie BALLESTER	SPF Muret	05 62 23 12 94	Christelle JUBAULT
			SIE Saint Gaudens
			05 61 94 85 19
Karine BOSCUS	SIE Toulouse Ranguueil	05 34 31 12 12	Sylvain LAFFONT
			SPF Toulouse
			05 61 10 68 16
Eric BRUNET	PCRP Toulouse Ranguueil	05 34 31 95 54	Jérémy LEJEUNE
			SIP Toulouse Ranguueil
			05 34 31 11 11
Marie-Hélène CAMOIN	SIE Muret	05 62 23 12 50	Émilie MARTINEZ
			Rue des Lois DAJ
			05 61 10 67 54
Giliane COUREAU	PCE Toulouse Mirail	05 67 20 46 84	Céline MAURY
			Pôle Contrôle Expertise Ranguueil
			05 34 31 95 52
Marie Pierre DESCUBES	SIP Saint Alban	05 82 08 93 02	Elhadji MBENGUE
			Place Occitane Division Dépense SFACT
			05 61 26 57 00
Bernard DIRAISON	SIP Balma	05 62 57 28 60	Nadège RAGOT-CHERASSE
			SIP Saint-Alban
			05 82 08 88 95
Marie FOSTIER	SIP Balma	05 62 57 28 86	Éric SCHMITT
			BDV 3 Ranguueil
			05 34 31 95 10
Sylvie FRUITET	Équipe de Renfort (voir annuaire Ulysse31)		Gladys URRACA
			SGC Muret
			05 62 23 13 38
			Marie-Laure VIRADELLE
			SPF Toulouse
			05 36 47 65 38
IIS/Elles SIÈGENT EN CONSEIL SOCIAL D'ADMINISTRATION			
Titulaires		Suppléant-e-s	
Régis LAGRIFOUL	Fleur BRUN	Céline MAURY	Mathieu MONTEJO
Nathalie FOURTEAU	Christophe DETEE	Yves PEYRAS	Vanessa JOUBLE
Christian TERRANCLE	Marie FOSTIER	Marie FOSTIER	Christophe DETEE
Céline MAURY	Jérémy LEJEUNE	Jérémy LEJEUNE	Benjamin AURELLE
Yves PEYRAS	Giliane COUREAU	Giliane COUREAU	Robin FAVIER
Fleur BRUN deviendra titulaire début 2024	Jean-Michel BERMOND suppléant en 2024		
IIS/Elles SIÈGENT EN FORMATION SPÉCIALISÉE (EX CHS-CT)			
Titulaires		Suppléant-e-s	
Valérie BALLESTER (DRFiP 31) qui siège également à la SRIAS Occitanie		Karine BOSCUS (DRFiP 31)	
Nathalie FOURTEAU (DRFiP 31) qui siège également au CNAS Ministériel		Paul CHAGNE (DISI ESI Toulouse)	
Sylvie FRUITET (DRFiP 31)		Vanessa DAO (DISI ESI Toulouse)	
Karine MAILHE Solidaires Douanes)		Line GAMBERT (Solidaires Douanes)	
Sabine TISSANDIER (Solidaires Douanes)		Gladys URRACA (DRFiP 31)	
IIS/Elles SIÈGENT EN CDAS (ACTION SOCIALE)			
Titulaires		Suppléant-e-s	
Valérie BALLESTER (DRFiP 31) qui siège également à la SRIAS Occitanie		Karine BOSCUS (DRFiP 31)	
Nathalie FOURTEAU (DRFiP 31) qui siège également au CNAS Ministériel		Paul CHAGNE (DISI ESI Toulouse)	
Sylvie FRUITET (DRFiP 31)		Vanessa DAO (DISI ESI Toulouse)	
Karine MAILHE Solidaires Douanes)		Line GAMBERT (Solidaires Douanes)	
Sabine TISSANDIER (Solidaires Douanes)		Gladys URRACA (DRFiP 31)	